

Guinée équatoriale

Développements macroéconomiques récents

En 2021, la croissance du PIB a rebondi à 1,4 % après une contraction de 4,9 % en 2020, aidée du côté de l'offre par la croissance du secteur pétrolier de 3,3 % et du secteur non pétrolier de 1,3 %, avec des changements positifs en particulier dans le secteur tertiaire, en particulier dans l'enseignement privé (4,1 %), la santé privée (3,4 %), les affaires (2,3 %), et les restaurants et hôtels (1,7 %). Du côté de la demande, la reprise a principalement été tirée par la consommation publique, en hausse de 13,6 %. Le déficit budgétaire a continué à se réduire en 2021, à 1%, après une baisse de 1,7 % en 2020. Le ratio dette publique/PIB a diminué, passant de 49 % en 2020 à 43 % en 2021. En 2021, l'inflation de 2,1 % est inférieure au critère CEMAC de 3 %, après 4,8 % en 2020 en raison des politiques monétaires et budgétaires répondant aux crises économique et sanitaire. Après la reprise de l'exploitation minière en 2021, le déficit du compte courant s'est réduit à 3,6% du PIB, contre 6,3 % en 2020.

Le secteur bancaire reste peu développé et axé sur le financement à court terme de l'économie. Le secteur bancaire est affaibli par sa forte exposition aux secteurs du bâtiment et des travaux publics, eux-mêmes affectés par les arriérés de l'État. Le crédit à court terme représente plus de 80 % du crédit total, le crédit à long terme seulement 2,8 %. Depuis 2016, les réserves de change sont passées à moins d'un mois d'importations, soit en dessous des 3 mois recommandés par la BEAC. Le chômage était de 9,2 % en 2020, et plus élevé chez les femmes et les jeunes, tout comme la précarité de l'emploi. Le taux de pauvreté, estimé à 67 % en 2020, alors qu'il était de 43,7 % en 2011, en grande partie à cause de la baisse des revenus pétroliers depuis 2016.

Perspectives et risques

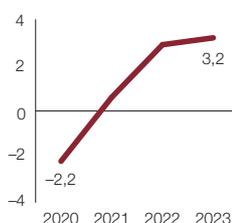
La croissance devrait se poursuivre en 2022 à 5,0% suivie d'une contraction de 1,9% en 2023. L'inflation devrait redescendre de son niveau élevé de 2020, pour se stabiliser à 3,7% en 2022 et 3,8% en 2023, en raison de la baisse de l'inflation importée. Le solde budgétaire devrait être excédentaire de 3,8 % du PIB en 2022 et de 4,4 % en 2023, dans l'hypothèse d'une augmentation du prix du baril de pétrole de 63,20 \$ en 2021 et à

66,20 \$ en 2022, étant donné que 81,4 % des recettes fiscales proviennent des revenus pétroliers. L'amélioration de la balance commerciale devrait entraîner une forte diminution du déficit du compte courant d'ici 2023. Les autorités devraient adopter des règlements pour se conformer à la loi anticorruption adoptée en 2021, en mettant en place un système de déclaration de patrimoine pour les fonctionnaires. Les mesures probables de stabilisation des banques comprennent l'apurement des arriérés intérieurs et la recapitalisation des grandes banques. La crise sanitaire pourrait entraîner un creusement des inégalités et une augmentation de la pauvreté, et nécessiter des mesures ciblées. Le décret n° 43/2020 a institué un système de budget d'urgence pour soutenir les PME et les populations vulnérables.

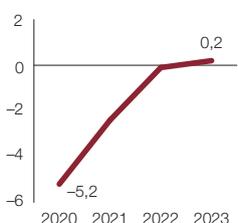
Changement climatique et options de politiques publiques

Le pays compte 1 626 millions d'hectares de forêt tropicale, soit 58 % de sa superficie. Vu que la déforestation estimée à 0,9 % par an est l'un des principaux facteurs du déclin de la biodiversité, le Plan national d'investissement REDD+ 2020 propose un modèle d'économie verte qui vise à protéger la forêt et à contribuer au développement durable. L'augmentation du niveau des mers causée par le changement climatique expose le pays aux inondations et à l'érosion côtière qui menacent les infrastructures et les réserves de biodiversité vitales. La Guinée équatoriale a élaboré des plans pour assurer une gestion des ressources nationales compatible avec le développement économique. Le plan national d'adaptation au changement climatique donne la priorité à la résilience des écosystèmes et des communautés, mais à ce jour, les résultats escomptés ne se sont pas matérialisés à cause d'une application inefficace des stratégies et des plans environnementaux. Le pays dispose de trois centrales électriques d'une capacité de 154 MW, alors que la demande maximale est de 91,5 MW. Pourtant, l'accès à l'électricité est minime dans les zones rurales, et a même chuté entre 2011 et 2019, passant de 10,1 % à 2,2 %, en raison notamment des prix élevés. La mise en œuvre des initiatives de la CDN (CDN-2015) nécessitera environ 3,94 milliards de dollars. La crise économique du pays pourrait toutefois affecter sa capacité à mobiliser des ressources en faveur du changement climatique.

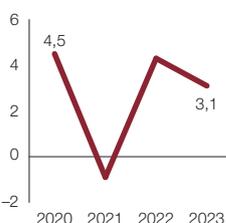
Taux de croissance du PIB réel (%)



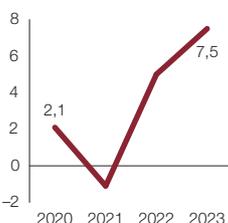
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



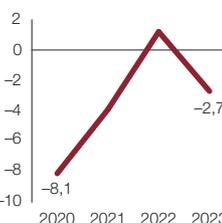
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.